

S 14. Feb. 1978 0 9

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERAL

CONFIDENTIEL

p.B.58.06.2.1.- /bi

Berne, le 8 février 1978

Aux Représentations suisses

./.

Nous vous remettons sous ce pli, pour votre information personnelle, le "Tour d'horizon" qui a été préparé pour les Commissions des affaires étrangères du Conseil des Etats et du Conseil national qui tiendront respectivement leur séance les 10 et 21 de ce mois.

La carte du Sahara occidental mentionnée comme annexe à ce document peut être envoyée aux missions qui en exprimeront le désir.

Secrétariat politique



J. Cuendet

Annexe mentionnée

(Situation au 3 février 1978)

T O U R D ' H O R I Z O N**VERTRAULICH
CONFIDENTIEL**PREMIERE PARTIELA MEDITERRANEEA. Réflexions générales

La Méditerranée, prédestinée par ses dimensions modestes et par ses côtes découpées et riches en ports naturels à rapprocher les nombreux peuples de toutes origines qui se sont établis sur ses bords au cours des temps et à créer des formes particulièrement brillantes de cultures, a éprouvé comme aucune région du monde les vicissitudes de l'histoire. Les rôles divers qu'elle a successivement joués ont tous laissé leur trace et se retrouvent dans les chances et les problèmes de la Méditerranée moderne, qui reste un théâtre privilégié de la grande politique, tout en donnant comme par le passé à ses riverains l'impression, plus forte que toutes les différences, de partager un fond commun de civilisation.

C'est en Crète et en Argolide qu'est apparue notre civilisation européenne, et, presque dès les origines, la Méditerranée a marqué le point de rencontre avec les civilisations orientales, déjà considérées comme différentes, voire opposées, mais avec lesquelles les échanges économiques et culturels ont toujours été intenses. L'Empire romain fait de la Méditerranée le centre du monde

alors connu et crée pour la première fois cette unité méditerranéenne dont le sentiment a persisté jusqu'à nos jours. La conquête arabe fait réapparaître pour un temps le rôle de limite, puis, avec l'expansion du commerce entre la Chrétienté et l'Islam, la Méditerranée redevient un lien et en même temps une voie de transit pour les nouveaux centres d'Europe du Nord en direction de l'Orient. La découverte de la route des Indes et la conquête turque du XVI^e siècle entraînent un recul relatif dont la Méditerranée sortira avec la percée du Canal de Suez. L'Empire britannique est le premier à situer le bassin méditerranéen dans la conception d'ensemble d'une stratégie mondiale.

Le XX^e siècle apporte une nouvelle dimension à ce rôle stratégique de la Méditerranée: nous sommes désormais à l'époque de la marine de gros tonnage puis de l'aviation. La Méditerranée apparaît alors comme un espace à contrôler, au point de soudure de trois continents et à proximité des plus grands dépôts de matières premières énergétiques de la planète.

A l'Empire ottoman ont succédé pour un temps, sur le littoral sud de la Méditerranée, les puissances coloniales. L'Etat d'Israël est historiquement un fruit de cette période, et c'est ce qui a rendu son acceptation si difficile à ses voisins. L'émancipation des peuples arabes, pour plusieurs d'entre eux la première occasion de se gouverner eux-mêmes depuis des siècles, a été accompagnée de réorientations sociales et politiques qui ont pu donner un moment à penser, avec le conflit israélo-arabe, que la solidarité méditerranéenne pourrait être compromise. Au plus fort de ces difficultés, la fermeture (pour huit ans) du Canal de Suez et les menaces pesant sur certains pipe-lines a pu faire penser qu'une période de recul s'annonçait. Aujourd'hui, au contraire, malgré quelques dissonances, les relations avec l'Occident sont bonnes. Dans le cas où des divergences politiques importantes existent (Algérie, Libye), la complémentarité des économies est malgré tout très poussée.

C'est à l'origine la nécessité d'appuyer le front sud de l'OTAN qui a fait apparaître la flotte américaine en Méditerranée. Elle y a été cependant un facteur important dans les troubles et conflits du Moyen-Orient. L'URSS a profité de la confusion qui a suivi la Guerre des Six Jours et de l'atmosphère anti-américaine prévalant alors dans les pays arabes pour s'introduire en force dans ses eaux pour la première fois depuis 140 ans et a mis ainsi la Méditerranée à l'une des premières places dans la confrontation entre les grandes puissances.

La réouverture du Canal de Suez, qui pour le moment profite surtout à l'URSS, les perspectives plus tangibles d'une paix durable au Moyen-Orient, permettent une vue plutôt optimiste quant à l'avenir pacifique de la région.

La coopération des Etats riverains (qui tirent tous d'importantes ressources du tourisme) va être importante dans les travaux de la paix, en particulier dans le domaine de l'environnement qui donne lieu à de vifs soucis.

Cette coopération a ainsi trouvé son expression dans la participation des Etats méditerranéens à la CSCE en qualité d'observateurs et dans un chapitre de l'Acte final d'Helsinki, exprimant l'intention des signataires de favoriser le développement des relations de bon voisinage avec les Etats méditerranéens non participants. Des projets plus ambitieux, tels celui d'un Comité méditerranéen propagé par Malte, n'ont cependant pas été retenus. Sur un autre plan, le dialogue euro-arabe, où se rencontrent les Etats de la CEE et les membres de la Ligue arabe, procède de considérations analogues.

B. La situation politique dans les Etats riverains

a) Les démocraties d'Europe du Sud

Il y a quelques années, ce chapitre avait été beaucoup plus court. Les progrès des régimes démocratiques, malgré des difficultés économiques considérables, sont un sujet majeur de satisfaction.

Economiquement, la France et l'Italie du Nord exceptées, ces pays sont caractérisés par un retard, d'ailleurs inégal, dans l'industrialisation, par une agriculture importante mais d'une productivité encore limitée et, en rapport avec cette situation, de forts excédents de main-d'oeuvre. Ce sont des pays classiques d'émigration. Trois d'entre eux (Espagne, Grèce, Portugal) ont entrepris les négociations complexes qui doivent les faire entrer dans le Marché commun. La Turquie recherche un nouveau statut d'association. Ils ont tous, et pour des raisons diverses, été assez fortement touchés par la récession.

Sur le plan politique, on peut voir des parallèles frappant entre ces divers pays, à l'exception peut-être de la Turquie, dans l'existence d'une forte gauche qui est ou était tout au moins engagée à de vastes projets de transformation, on disait en France, à "changer la vie". Les partis socialistes d'Europe du Sud ont même pu se trouver, à un certain moment, comme l'avait relevé M. Mitterrand, dans un fort contraste avec ceux d'Europe du Nord, les "sociaux-démocrates" comme il le disait non sans un certain dédain.

L'évolution de la situation politique a passablement nuancé ces oppositions simplificatives et, dans chacun des cinq pays considérés, les partis socialistes ont été amenés à prendre une position différente.

Il ne fait pas de doute cependant que le parallèle n'était nullement fortuit, et qu'il évoque des parentés dans la tournure d'esprit et la manière de concevoir la théorie et la pratique de la politique que l'on peut qualifier, sans injustice, de méditerranéennes.

On hésite cependant à appliquer le terme de méditerranéen au Portugal, tourné vers l'Atlantique; mais le parallélisme de certaines positions politiques fait qu'il est difficile de ne pas en parler. C'est précisément l'orientation du parti socialiste de M. Mario Soares qui est maintenant le noeud de la situation politique, depuis que le cabinet socialiste minoritaire a été renversé avec l'aide des voix communistes (8 décembre 1977).

Cette chute a marqué une étape dans la politique de bascule de M. Soares entre la droite et le parti communiste. La prolongation de la crise économique (énorme déficit de la balance commerciale, taux d'inflation de 32%, chômage 16%) a imposé un changement de formule. Les tâches extérieures aussi sont pressantes: négociations pour l'entrée du Portugal dans la CEE, avec le FMI pour un crédit "stand by", avec les Etats-Unis pour le stationnement des forces américaines aux Açores.

La nouvelle équipe de M. Soares, chargé par le Président Eanes de constituer le nouveau gouvernement, représente la poursuite par le Premier Ministre de sa politique antérieure; M. Soares a fait des ouvertures aux communistes en espérant qu'ils ne les accepteraient pas et a finalement pris dans son cabinet, à des postes relativement secondaires, trois représentants du Centre démocratique et social. Ce parti, classé à droite et suspect pour cette raison même à l'aile gauche du parti socialiste, peut ainsi se "dédouaner", tout en fournissant à M. Soares un appui substantiel sur le plan parlementaire.

En Espagne, le processus de consolidation démocratique a connu en 1977 d'importants succès. Non seulement les premières élections démocratiques depuis 1936 ont permis de dégager une majorité de gouvernement, mais, devant les difficultés économiques qui demandaient une action énergique du pouvoir, le Président du gouvernement, M. Suarez, a réussi à associer l'opposition, y compris le parti communiste, à sa politique par les Pactes de la Moncloa (octobre 1977).

Les mêmes succès ont été obtenus dans le domaine de la régionalisation; le gouvernement a réussi à prendre de vitesse les mouvements militants de Catalogne et du pays basque, et à désarmer ainsi ses opposants les plus déterminés. Le processus de régionalisation est engagé en Andalousie. Ces résultats qui témoignent de l'imagination politique de M. Suarez n'ont cependant pas encore mis fin au terrorisme.

L'amélioration relative de la balance des paiements et les résultats enregistrés dans la lutte contre l'inflation sont des signes positifs, mais le chômage demeure élevé et il reste à voir si les salariés accepteront la limitation prévue par les Pactes de la Moncloa. L'insécurité, non encore éliminée, crée une certaine impatience chez les militaires.

L'échec de la politique économique du gouvernement se traduirait sans doute déjà dans les élections municipales et pourrait rapprocher le principal parti d'opposition, le PSOE (socialiste) de M. Felipe Gonzalez du pouvoir, avec un programme qui reste pour le moment assez vague, et des tendances neutralistes en politique étrangère. Cette dernière option pourrait avoir des conséquences sur les projets d'adhésion de l'Espagne à l'OTAN, actuellement à l'étude, mais ne changerait sans doute pas grand-chose à l'intégration déjà existante dans la défense occidentale.

La France se trouve à la veille d'une consultation dont une série de développements politiques parallèles ont fait fortement croître les enjeux.

La division classique entre la gauche et la droite, dans des proportions qui ont oscillé mais pas vraiment changé depuis un siècle, est compliquée cette fois de la situation existant des deux côtés de l'éventail politique et qui fait que quatre formations principales, théoriquement alliées deux par deux, mais marchant en réalité séparément au combat, se disputent les suffrages des Français. Les alliances elles-mêmes étaient des mariages de raison dictées par les lois électorales, et le présent état de division ne peut guère surprendre.

A gauche, l'adhésion (entre communistes et socialistes) n'a pu être réalisée que moyennant un "programme commun" qui, conformément aux vues des communistes et de la gauche socialiste prévoyait un "changement de société". Ce programme était considéré par une bonne partie des électeurs centristes, qui ont afflué au parti socialiste ces dernières années comme, plutôt rhétorique, de même que l' "Union de la gauche" (l'alliance des socialistes, communistes et radicaux) n'avait pas pour ces électeurs l'importance qu'elle revêtait pour les états-majors. Il est en tout cas frappant que la rupture de l'alliance n'a guère paru influencer les intentions de vote, qui voient toutefois la gauche en léger recul par rapport aux élections municipales de l'année dernière.

A droite, la rupture était inscrite dans la force relative du parti du Président de la République et des gaullistes, toujours portés à considérer la Ve République comme leur revenant de droit. Le tempérament de M. Chirac a rendu la rupture voyante, mais n'en est pas la cause. Les considérations électorales vont d'ailleurs en limiter les effets.

- 8 -

La rupture de l'Union de la gauche par le parti communiste a manifesté très clairement qu'il n'y avait jamais eu de véritable accord entre socialistes et communistes, mais seulement coalition d'intérêts. La perspective d'un partage du pouvoir avec les socialistes sur une base de nette subordination ne pourrait lui sourire. Cette subordination excluait, sur le plan interne, une prise du pouvoir; tout indique que Moscou y est d'ailleurs défavorable, tant pour des raisons économiques que pour les possibilités de déstabilisation à l'intérieur du bloc oriental.

Les pronostics sont malaisés. Gaullistes et giscardiens paraissent spéculer désormais sur une victoire serrée et non sur une défaite, ce qui accentue leur rivalité. Il paraît vraisemblable d'admettre que tant le parti socialiste que les gaullistes vont maintenir et renforcer leur position.

Une victoire des partis de gauche reste tout à fait possible. Dans cette hypothèse, M. Mitterrand envisage, si les communistes ne sont pas disposés à accepter les quelques ministères qu'il est prêt à leur concéder, une coalition gouvernementale avec les radicaux, dont le programme soit appuyé, mais non co-géré par les communistes. Que serait ce programme ? S'il répond aux exigences des militants, il risque de conduire assez rapidement à une forte détérioration de la situation économique et à une crise politique dont M. Giscard d'Estaing aurait la clé. S'il se rapproche trop de celui de M. Barre, c'est la base qui pourrait alors abandonner ses chefs.

L'Italie traverse une crise gouvernementale dont l'origine doit être moins recherchée dans la situation économique (meilleure depuis quelques mois), et même l'état d'insécurité auquel un nouveau gouvernement, quel qu'il soit, pourrait difficilement remédier, que dans les manoeuvres des petits partis peu soucieux de voir M. Andreotti recueillir les fruits de sa patience et de sa prudence passées. Le parti communiste, travaillé par des

mouvements à la politique d'austérité suivie en vertu de l' "accord de programme" de l'été dernier, a soutenu l'idée du gouvernement d' "urgence" comprenant tous les partis, sauf les néo-fascistes, idée propagée par les républicains. M. Andreotti est donc tombé, mais alors que l'on savait déjà que la démocratie chrétienne s'opposait à l'entrée des communistes dans le gouvernement et que les Etats-Unis avaient fait part de leurs préoccupations.

A la demande communiste, la démocratie chrétienne répond en proposant un accord de programme approfondi (auquel pourraient être, selon certains, associés les syndicats). Il est peu probable que les communistes puissent accepter d'emblée un tel recul par rapport à leurs exigences initiales. Mais M. Andreotti, chargé de former le nouveau gouvernement, n'est pas pressé. Il préfère prendre son temps et mettre sur pied une équipe stable, car, en raison des élections présidentielles, le parlement ne pourra pas être dissous pendant la seconde partie de l'année. Quant aux communistes, ils pourraient finalement estimer préférable de ne pas se charger de responsabilités directes dans le gouvernement.

En Grèce, les récentes élections ont confirmé la position de M. Karamanlis; la perte de voix subie par son parti reflète plutôt une normalisation par rapport à la première élection démocratique qu'un véritable recul. La jeune démocratie grecque continue cependant à reposer sur les épaules d'un septuagénaire, dont on voit mal qui pourrait lui succéder.

La Turquie a encore une fois changé de gouvernement. Le blocage électoral entre les deux principaux partis, qui donnait une influence exagérée à des petits groupes aux idées extrêmes, a conduit une fois de plus à une crise que M. Ecevit n'a pu résoudre qu'en récompensant quelques transfuges de l'ancienne majorité par des ministères. M. Ecevit a ainsi pu éviter d'être, comme son prédécesseur, prisonnier des éléments nationalistes, ce qui laisse présager des progrès dans les négociations sur la Mer Egée et Chypre.

- 10 -

Il aura aussi sans doute plus de liberté de manoeuvre dans le domaine économique, dans lequel M. Ecevit, qui se présente volontiers comme social-démocrate (son parti de la justice était celui de M. Ismet İnönü, le vieux compagnon d'Atatürk), doit faire face à une situation très difficile, qui préoccupe aussi les instances internationales.

A Malte, c'est le parti travailliste de M. Dom Mintoff qui est au pouvoir depuis 1971, avec une majorité assez réduite. M. Mintoff suit une politique étrangère non alignée, on peut même dire neutraliste, dont la logique voulait qu'elle entraîne le départ des forces armées britanniques. L'importance de la base aéro-navale pour l'économie de l'île, qui connaît de très grandes difficultés (chômage: 10%), a cependant amené M. Mintoff à transiger avec ses principes et à retarder jusqu'en 1979 son évacuation. Il cherche à jouer un rôle actif, en se souciant souvent assez peu du jeu difficile mené par les puissances autour de la Méditerranée, comme le montrent ses initiatives à la CSCE en particulier et sa propagation de l'idée de la Méditerranée, zone de paix.

En vue de remplacer les ressources tirées de la base, M. Mintoff s'est tourné vers la Libye et vers la Chine. Il a même été question d'une alliance avec le Colonel Kadhafi. Le gouvernement italien a laissé entendre qu'il serait prêt à apporter une aide financière (conjointement avec d'autres gouvernements occidentaux) pour faire renoncer M. Mintoff à ce projet et le maintenir dans une stricte neutralité.

La situation à Chypre est traitée dans la troisième partie.

b) Les pays communistes

Les deux régimes communistes méditerranéens contrôlent des pays qui ont échappé à la "libération" par l'Armée rouge. Tous deux sont aujourd'hui encore dirigés par une oligarchie d'anciens combattants des maquis anti-allemands de la deuxième guerre mondiale. C'est d'ailleurs tout ce qu'ils ont en commun. L'un ayant rapidement rompu avec le communisme du type soviétique a créé un modèle original, la seule "économie socialiste de marché", qui présente, avec un dynamisme indiscutable, de frappantes ressemblances avec les économies "capitalistes" d'Europe du Sud (disparités régionales, sous-emploi, inflation); l'autre a créé, avec l'aide de la Chine, un système reposant sur la militarisation de l'économie, dont les progrès ont été jalonnés d'innombrables crises politiques.

La Yougoslavie est confrontée dans cette fin de règne du Maréchal Tito à deux problèmes centraux: l'incertitude sur les intentions exactes de l'Union soviétique à son égard, et les relations tendues entre les différentes nationalités à l'intérieur. La mort du Président risque de provoquer une crise de l'un et de l'autre côté.

La politique soviétique s'inspire apparemment de deux considérations: l'une est l'importance stratégique de la masse yougoslave, y compris sa façade sur l'Adriatique, tant au point de vue offensif que défensif. Il convient donc d'éviter le passage de cette masse dans l'orbite de l'OTAN (ce qui faillit se produire à l'époque du Pacte balkanique, conclu en 1953, mais pratiquement en sommeil depuis 1956) et, au contraire, si possible la ramener dans la zone d'influence soviétique.

L'autre est le danger qu'une libéralisation trop poussée du régime yougoslave, par exemple selon les idées de Milovan Djilas, pourrait faire courir à l'influence soviétique chez les satellites d'Europe orientale.

Des risques d'intervention soviétique existent donc au cas où la direction qui succédera au Président Tito s'écarterait de sa ligne de politique intérieure autoritaire ou si les conflits de nationalités, en affaiblissant le groupe dirigeant, conduisaient au même résultat.

La Yougoslavie oppose à la menace militaire une activité diplomatique intense, que le Maréchal Tito conduit lui-même malgré son grand âge. Elle a aussi une doctrine de défense totale qui intègre aux opérations de l'armée de campagne, que la longue frontière, largement ouverte, avec les Etats du Pacte de Varsovie place dans une situation défavorable, celles de forces territoriales combattant en territoire occupé et dans les zones non couvertes par les unités de ligne, selon la tradition particulière des peuples yougoslaves.

A la menace intérieure, le Président Tito a répondu par un effort d'intégration des nationalités dans la direction du Parti, qui n'a malheureusement pas abouti dans tous les secteurs (les Serbes conservent la prépondérance dans l'armée). L'éloignement de son épouse est en partie dû à des considérations d'équilibre national.

Dernier facteur d'incertitude: la position des Etats-Unis, dont la politique, malgré quelques faux pas, est de laisser l'URSS dans l'ignorance de leurs réactions en cas d'intervention soviétique en Yougoslavie.

L'Albanie se trouve aujourd'hui, après avoir pris une position critique à l'égard de la théorie chinoise des "trois mondes", dans un état d'isolement total. Que cette théorie qui prône implicitement un rapprochement avec l'Occident, ait inquiété les dirigeants de Tirana, soucieux de protéger leurs sujets de l'influence occidentale, on ne peut en douter. Il est tout de même légitime de se demander s'ils n'étaient pas encore plus inquiets des développements possibles en Chine au moment où M. Teng Hsiao-p'ing serait de nouveau associé au pouvoir, et de leurs répercussions possibles dans leur pays. L'URSS a manifesté un certain intérêt pour la brouille sino-albanaise.

c) Les Etats arabes du Maghreb et de Méditerranée orientale; Israël

Les trois Etats du Maghreb, autrefois dominé par la France, ont conservé, malgré des orientations politiques très différentes, le sentiment de liens d'appartenance qui découlent moins des réminiscences historiques des périodes d'union de l'Afrique du Nord du passé que de la forte influence française et du parallélisme de la lutte politique contre la domination coloniale. Les relations avec l'ancienne métropole sont aussi marquées de cette ambiguïté. Elles ont passé dans les trois cas par des crises qui ne les ont pas empêché de rester étroites. Les tentatives d'alignement des politiques ont échoué tant en raison de conflits entre des leaders aux personnalités très marquées que des divergences déjà mentionnées des modèles économiques et institutionnels choisis.

Les relations entre ces pays sont aujourd'hui dominées par le conflit du Sahara (traité à part dans ce tour d'horizon) et dans lequel la Tunisie, qui n'y est pas directement mêlée, a silencieusement pris le parti du Maroc.

C'est précisément la Tunisie qui se trouve en ce moment au premier plan de l'actualité. Les troubles récents qui se sont produits à l'occasion d'une grève générale, la première depuis l'indépendance, à laquelle avait appelé l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) est le point culminant d'une grave crise intérieure ouverte le 23 décembre dernier, par un remaniement ministériel consécutif à l'éviction du Ministre de l'intérieur et au départ de six autres Ministres.

Le malaise causé par la politique personnelle de M. Bourguiba, dont la santé décline depuis quelque temps et qui n'a plus la même emprise politique que par le passé, ainsi que la perspective de la succession, ont donné plus d'importance, aussi bien à l'opposition libérale de M. Mestiri qu'au mouvement populaire de M. Ben Salah et ont joué un rôle, à côté du plafonnement

des salaires, dans la décision de l'UGTT. Le Premier Ministre, M. Nouira, a remporté la première manche. L'UGTT est temporairement privée de son chef et les partisans de l'intransigeance sont renforcés. Il est douteux qu'elle puisse à la longue satisfaire une population jeune et préoccupée de son avenir économique.

L'Algérie, autre pays gouverné par un groupe très fermé d'anciens combattants, voit sa politique déterminée à la fois par la tragique expérience de la guerre d'indépendance et par une option, étroitement liée à cette expérience, de "socialisme arabe". L'Etat, grâce aux ressources en pétrole et en gaz naturel, a les moyens de cette politique. Le but officiel en est la création d'une base industrielle qui prendra le relais des ressources dont l'épuisement n'est pas très lointain.

L'économie mixte algérienne doit des prestations relativement médiocres au manque de motivation de la population, que les démonstrations abstraites de la Charte nationale laissent indifférentes, et aux limitations imposées au nom d'une puissance idéologique à une "bourgeoisie" naissante assurément peu encline aux sacrifices.

Le régime doit aussi constater la baisse de son influence sur le plan international, où il avait un moment tenté de prendre le leadership du Tiers Monde dans la lutte contre les privilèges des pays industrialisés. Des excès verbaux, le soutien un peu trop voyant apporté au terrorisme international, l'acharnement mis à soutenir la position du F. POLISARIO dans le conflit saharien, ont usé le prestige international de l'Algérie. M. Boumediène n'en persiste qu'avec plus d'énergie dans l'entreprise de déstabilisation qu'il poursuit contre ses voisins.

Retenons au passage l'aide militaire importante que ce pays reçoit de l'URSS et le rôle qu'elle a joué dans la tentative de motiver les pays arabes contre la négociation bilatérale égypto-israélienne.

- 15 -

Le Président Boumediène, qui a vu fondre la cohorte des fidèles du Conseil révolutionnaire du coup d'Etat de juin 1965, sans être populaire, n'est cependant pas menacé de l'intérieur pour le moment.

Le Maroc est actuellement marqué par la guerre saharienne. C'est elle qui a reconstitué l'unanimité de la nation derrière le trône, très combattu il y a quelques années encore. Le Roi Hassan en a habilement profité pour procéder à des élections assez démocratiques, et a prudemment veillé à ce que l'opposition y ait sa part. Le gouvernement de coalition constitué récemment comporte des Ministres du parti de l'Istiqlal, jusqu'ici opposants résolus du Roi. Le pays dispose d'importantes richesses, valorisées par la hausse des prix des phosphates, qui lui permettent de poursuivre l'entreprise saharienne. Seuls des revers dans cette guerre difficile pourraient poser des problèmes au régime.

En Libye, le Colonel Kadhafi a cherché à consolider et à généraliser son système de "démocratie directe", qui est en fait une manière de contrôler l'expression d'opinions plus ou moins divergentes. Comme soutien des extrémistes internationaux, la Libye reste fidèle à l'engagement confus de son chef. Comme base et dépôt militaire de l'URSS en Afrique, elle est en train d'être supplantée par l'Ethiopie. Après des conflits avec ses voisins, le calme est revenu. La Conférence arabe de Tripoli a été un échec qui a plutôt augmenté la liberté de manoeuvre du Président Sadate.

Les Etats de l'Est méditerranéen sont aujourd'hui encore avant tout engagés dans le conflit moyen-oriental, qui fait l'objet d'une communication séparée. On se borne ici à quelques remarques générales.

L'Egypte cherche dans la paix la solution à de pressants problèmes économiques et sociaux. Tout en rencontrant des difficultés considérables posées par la surpopulation agraire et la croissance démographique, l'économie égyptienne a obtenu des succès dans le domaine de l'industrie légère. Une orientation claire par rapport aux expériences politiques et économiques du passé ne s'est pas encore manifestée.

La Syrie, où la démographie pose beaucoup moins de problèmes, traverse une période d'expansion depuis la guerre d'Octobre. L'orientation vers l'Occident qui en est résultée, la hausse des prix et la corruption ont causé des tensions politiques au sein du parti Baath au pouvoir, tandis que la guerre civile au Liban faisait apparaître des oppositions entre les communautés religieuses. La position du Président Assad, qui doit manoeuvrer entre de nombreux groupes, reste malaisée.

Le Liban stagne politiquement et économiquement. Une véritable reprise ne peut être attendue que d'une paix donnant satisfaction au moins dans une certaine mesure aux revendications palestiniennes.

Israël, construit comme un Etat socialiste et orienté pendant trente ans vers la défense de son existence contre des voisins à l'hostilité apparemment irréductible, connaît, avec M. Begin, sa première expérience de laissez-faire, en même temps que les chances de paix ont fortement augmenté. La réadaptation ne peut manquer d'être pénible.

C. Problèmes méditerranéens

a) Les problèmes greco-turcs et la sécurité sur le flanc sud-est de l'OTAN

Le flanc sud-est de l'OTAN a traversé depuis plusieurs années une série de crises qui sont liées à l'antagonisme gréco-turc. Après quelques efforts, l'OTAN a renoncé à participer activement à un apaisement de cette opposition. Les tentatives de pression du Congrès américain ont eu un effet plutôt contre-productif.

- 17 -

Non seulement la mobilisation d'une partie de leurs armées respectives pour se faire face a affaibli la contribution de la Grèce et de la Turquie à l'Alliance, non seulement l'affrontement à Chypre a fortement diminué l'importance de cette base occidentale, mais les vicissitudes politiques ont conduit à une substantielle réduction de l'intégration des deux pays dans l'organisation militaire elle-même. La Grèce a suspendu sa participation, elle a cependant négocié un nouveau traité de coopération militaire avec les Etats-Unis (paraphé en juillet dernier), mais que M. Karamanlis tarde à signer, en raison de l'opposition du mouvement socialiste panhellénique de M. Papandreou. M. Karamanlis travaille aussi à l'élaboration d'une nouvelle formule de collaboration avec l'OTAN, qui éviterait un retour dans l'organisation militaire intégrée.

La Turquie, qui avait pris le contrôle des bases de l'OTAN situées sur son territoire et dont l'armée souffre de l'embargo décrété sur les armements et pièces de rechange par le Congrès américain, a elle aussi mis au point un accord de coopération américano-turc (en 1976 déjà). Celui-ci est toujours en suspens devant le Congrès, fortement influencé par le lobby gréco-américain. Pendant cette période, la Turquie, et en particulier M. Ecevit, a exercé une pression sur les Etats-Unis par des manoeuvres soigneusement dosées de rapprochement avec le camp socialiste (il n'a cependant pas prêté une oreille favorable aux idées de pacte de non-agression turco-soviétique propagées par Moscou). Le but de ces mouvements est la reprise de l'aide militaire occidentale.

Le problème de Chypre, dont la solution semblait devoir faire des progrès au début de l'année dernière, est resté en suspens à la suite du décès de Mgr Makarios, dont le successeur n'a été élu que tout récemment. Il s'agit de M. Kyprianou, représentant d'un des petits partis de la coalition de gauche au pouvoir. L'important est que M. Kyprianou avait l'appui de M. Clerides, leader du parti modéré exclu du Parlement par les bizarreries de la loi électorale, bien qu'il ait recueilli 15% des voix. Le

- 18 -

nouveau Président est ainsi pleinement représentatif de la communauté grecque. M. Kyprianou partage les conceptions de Mgr Makarios, dont il n'a évidemment ni la stature, ni l'autorité à l'étranger.

Sur les deux problèmes (structure de l'Etat fédéral que les Grecs veulent fort et les Turcs faibles) et études de chacun des deux "cantons", les positions sont encore assez éloignées. Il semble cependant que sur le second point le gouvernement turc soit prêt à faire pression sur le chef de la communauté turque, qui a pris le titre de Président de la République fédérale chypriote turque; celui-ci avait en son temps réduit ses prétentions à 32% du territoire (occupation turque actuelle 40%). Mgr Makarios ne voulait pas concéder plus de 25%.

Les visites de MM. Waldheim et Vance n'ont pas apporté beaucoup d'éclaircissements sur les possibilités ouvertes après l'arrivée au pouvoir de M. Ecevit. L'optimisme très prudent de M. Waldheim semble refléter assez exactement ce qu'on peut escompter dans le proche avenir.

Le différend sur la Mer Egée malgré sa persistance est de moindre portée politique. Il est d'ailleurs traité par la volonté des deux gouvernements de façon tout à fait indépendante du conflit chypriote. La crise de juillet 1976 (expédition du navire turc Sismik I) a pu être résorbée. Les négociations sur les trois complexes (délimitation des eaux territoriales et du plateau continental, espace aérien et démilitarisation des îles grecques proches de la côte turque) traînent depuis quelques mois. Cependant des pourparlers au niveau technique doivent reprendre en février à Paris sur le plateau continental; elles seront évidemment favorisées par l'arrivée au pouvoir d'équipes nouvelles ou renouvelées.

b) La coopération balkanique

Cette initiative d'Athènes avait pris un départ prometteur il y a deux ans environ par une première conférence à laquelle avaient participé la Bulgarie, la Grèce, la Roumanie, la Turquie et la Yougoslavie. L'Albanie, invitée, était restée obstinément fidèle à sa position de méfiance pour les rencontres multilatérales. Quelque 120 domaines d'action avaient été choisis pour des études plus approfondies, et la Grèce elle-même avait suggéré la Turquie comme puissance invitante pour la réunion mixte.

Cette réunion s'est heurtée au veto bulgare dont on sait qu'il a été inspiré par l'Union soviétique. Si modeste et innocente qu'ait pu être la coopération envisagée, elle contredisait un principe fondamental de la politique de l'URSS: la profonde méfiance envers tout regroupement européen dont elle n'a pas la direction ou auquel, à tout le moins, elle ne participe pas. Le fait que deux pays situés dans sa mouvance y aient participé et le simple souvenir du projet de Fédération balkanique de Georges Dimitroff ont provoqué à Moscou la réaction que l'on pouvait attendre. Il est peu probable qu'il sorte encore quelque chose de concret de cette initiative.

c) Les rapports entre les grandes puissances au Moyen-Orient

Le conflit israélo-arabe étant mis entre parenthèses, il reste encore quelques remarques à faire sur la situation stratégique actuelle au Moyen-Orient dans le contexte des relations américano-soviétiques.

L'intervention des grandes puissances au Moyen-Orient a des causes complexes, dont certaines ne jouent plus aujourd'hui qu'un rôle secondaire. Les Etats-Unis ont à la fois le souci de

leurs sources d'approvisionnement en pétrole, de la défense de leur protégé israélien et du rôle de la plate-forme moyen-orientale dans une stratégie mondiale.

L'URSS y voit un glacis, un point faible, pour des raisons historiques, du rival américain, un relais pour ses ambitions de puissance mondiale récemment établie.

Les Etats-Unis, capables de faire pression sur les deux parties au conflit israélo-arabe, ont progressivement éliminé l'URSS de plusieurs de leurs points d'appui au Moyen-Orient. L'allié égyptien est perdu, l'allié syrien n'est plus sûr, malgré le besoin de livraisons d'armes, l'allié palestinien en déclin, l'allié irakien est loin du front et fortement engagé en Occident par les pétro-dollars.

De là la recherche d'une position de rechange en Libye et l'intérêt croissant des points d'appui situés près de l'entrée de la Mer Rouge. Les événements de la Corne de l'Afrique doivent donc être mis en relation avec le recul soviétique dans le Moyen-Orient proprement dit.

L'importance stratégique réelle d'alliés du genre de l'Ethiopie et du Yemen du Sud est naturellement difficile à déterminer. Les aléas d'une telle politique sont en tout cas considérables, surtout pour une puissance aussi prudente que l'URSS. Les Etats-Unis, de leur côté, répugnent à s'engager directement dans la région et préfèrent encourager l'Arabie séoudite et d'autres pays arabes. Il est à noter à ce propos que les projets de "lac arabe" que ces pays propageaient n'ont pas été poursuivis.

Le déplacement de l'intérêt stratégique vers les approches de l'Océan Indien s'explique aussi par le fait que le conflit israélo-arabe est, en tout cas momentanément, entré dans une phase de négociations directes. Il est intéressant de constater d'autre part que les Etats-Unis ont engagé des négociations avec l'URSS sur la limitation des armements dans l'Océan Indien.

En attendant, l'intérêt que les grandes puissances manifestent au Moyen-Orient continue à se traduire par d'importantes fournitures d'armes.

SECONDE PARTIE

SAHARA OCCIDENTAL

A. Territoire et population

Peu de chose paraissait prédestiner, à notre époque et malgré d'importantes richesses naturelles non encore exploitées, le Sahara occidental à être l'enjeu d'une dispute politique de grande envergure.

Escales des navigateurs phéniciens et base de départ des Almoravides, conquérants du Maroc et de l'Espagne (XI^e siècle), les solitudes des côtes sahariennes ne devaient pas attirer l'intérêt des puissances extérieures avant le "scramble for Africa" des années 80 du XIX^e siècle. C'est l'Espagne, depuis longtemps engagée au Maroc, qui, inquiète des progrès de l'influence française dans ce pays à ce moment du déclin de la dynastie chérifienne, devait, en 1884, proclamer sa souveraineté sur le territoire qu'elle dénommait Rio de Oro.

Ce vaste territoire (266.000 km²) faiblement et irrégulièrement arrosé de pluies, qui fait géographiquement partie du désert africain s'étendant de l'Atlantique à la Mer Rouge, n'est alors comme aujourd'hui habité que de nomades s'adonnant à l'éle-

vage et à quelques cultures dans les rares emplacements qui s'y prêtaient. La domination espagnole est assumée sur quelques points du littoral et de l'intérieur. Pour le reste, les belliqueuses tribus sahariennes sont fréquemment en rébellion, et une véritable pacification ne sera atteinte qu'en 1934.

Le dromadaire rendait seul le désert habitable, en permettant aux tribus de se déplacer d'un point d'eau ou d'un puits à l'autre, par des parcours plus ou moins réguliers et suivant les saisons. Les parcours (facilement de 1.500 à 2.000 km par an) ignoraient les frontières et traversaient notamment le Sud du Maroc et de l'Algérie, comme aussi le Nord de la Mauritanie et du Mali. Les droits de pâture étaient communs, les points d'eau, tout en appartenant à ceux qui les avaient creusés, pouvaient être utilisés par tous, mais dans certaines limites. Les cimetières, particuliers à chaque tribu, constituaient des points d'attache fixes correspondant à ce mode de vie.

Le système social des tribus semble venir du fond des âges. La société saharienne, caractérisée par la succession matrilineaire, comprend différentes catégories sociales qui rapprochent quelque peu des "états" de l'Ancien Régime. Les tribus, soit les groupes plus ou moins stables qui nomadisent ou vivent ensemble, sous l'autorité d'un cheikh (ancien) élu ou héréditaire, sont souvent formées d'un seul "état". Conformément à l'instabilité des groupes dans le désert, elles peuvent passer d'un "état" à l'autre, se dissoudre ou se regrouper. Le principal "état" est celui des guerriers, puis viennent ceux des marabouts (membres de confréries religieuses) qui dans certains cas se confondent avec les précédents, des tributaires, inférieurs aux guerriers, des musiciens et poètes, et, enfin, des esclaves, presque tous noirs, qui ne forment pas de tribus.

Les relations entre les tribus sont commandées par celles qui existent entre les "états" comme aussi par les liens personnels entre les chefs. Les guerres sont fréquentes, comme la position sociale des combattants pouvait le faire attendre.

Les tribus ont leurs coutumes propres qui s'inscrivent dans la loi coranique du rite malékite. La condition de la femme est plus élevée que dans d'autres groupes musulmans.

Dans un tel système, la loyauté du "fils des nuages" va en premier lieu à l'Islam, à sa tribu et à sa famille. L'Etat-nation de conception occidentale n'avait pas sa place dans le cadre traditionnel. La Jemaa du Sahara est une création des dernières années de la domination espagnole; c'est la puissance coloniale qui en a désigné les membres parmi les notables. Elle a pratiquement joué le rôle de chambre d'enregistrement jusqu'à l'éclatement du conflit.

La Cour internationale de justice a reconnu toutefois que les fractions Tekna du Sahara occidental avaient, avant l'occupation espagnole, certains liens d'allégeance envers le Sultan du Maroc, tandis que les Reguibat appartenaient au Bilad Chinguiti, un regroupement informel de tribus mauritaniennes dont la Mauritanie actuelle dérive son origine. On a vu cependant que dans le désert les associations politiques sont instables et varient souvent en fonction des liens personnels existant entre les chefs et les groupes.

L'importation de l'industrie moderne, sous la forme de l'exploitation des gisements de phosphates de Bou Craa et de minerai de fer de Zouerate (Mauritanie, à proximité immédiate du Sahara occidental) commence à transformer les conditions sociales et doit amener progressivement une certaine sédentarisation. Le Maroc a entrepris un programme à cet effet, qui prévoit notamment l'importation de denrées alimentaires, des soins médicaux et des possibilités d'éducation.

B. Le problème

Il est, à l'origine double. Le Sahara occidental est une colonie, à laquelle s'applique d'abord l'article 73 de la Charte des Nations Unies sur les territoires non-autonomes et qui est, par la suite, une des régions visées par la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale des Nations Unies, la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Il s'agit donc de l'émanciper de la tutelle espagnole. En même temps, il est revendiqué à la fois par ses deux voisins, deux pays émancipés, l'un, le Maroc, en 1956, l'autre, la Mauritanie, en 1960.

Pour compliquer encore la situation, le Sahara occidental n'est qu'un des territoires que le Maroc estime devoir lui revenir; le trône chérifien a, à l'origine, des prétentions sur toute la Mauritanie, une partie du Sénégal et du Mali et de larges espaces dans le Sahara algérien.

Les principales étapes de la liquidation de ce considérable contentieux territorial sont une guerre algéro-marocaine, en 1963, la reconnaissance de la Mauritanie, en 1969, (sous la réserve non acceptée par la Mauritanie, et pratiquement inopérante, de la reconnaissance des droits marocains sur le Sahara espagnol), et, enfin le traité de 1972 entre le Maroc et l'Algérie, ratifié par ce dernier pays, mais non par le Maroc, et qui n'est pas encore entré en vigueur.

Pendant toute cette période, les actions des Etats intéressés doivent être vues sur le fond de ces différends, dont la solution est compliquée par l'amour-propre national, mais aussi par des intérêts plus matériels (les richesses naturelles) et la difficulté d'appliquer à ce territoire les critères du droit international classique.

L'Espagne, qui a réglé rapidement avec le Maroc la question du territoire du Rif, mais a l'intention de conserver ses autres possessions africaines, est bientôt soumise à la pression du comité de décolonisation de l'ONU, dit Comité des 24, et des réclamations marocaines et mauritaniennes. L'Assemblée générale de l'ONU ayant voté en 1966 sa première résolution sur l'autodétermination des populations du Sahara espagnol, l'Espagne, tout en reconnaissant le droit des Sahraouis de s'autodéterminer, cherchera à consolider sa présence en organisant, en 1967, une assemblée représentative régionale, la Jemaa, où se retrouvent les chefs de tribus et de fraction au nombre de 102, puis de 190. Cette Jemaa, qui n'avait pratiquement pas de rôle, on l'a vu, devait au moins permettre à l'Espagne de présenter le Sahara comme une "province espagnole" (ce qu'il était juridiquement depuis 1956) semblable aux autres. Pour le reste, elle jouait des revendications concurrentes des Etats voisins et renvoyait d'année en année la consultation populaire demandée par l'ONU.

L'amélioration des relations entre ces voisins, consacrées par la conférence algéro-maroco-mauritanienne de Nouakchott en 1970, plaça l'Espagne devant une situation nouvelle. Le Maroc et la Mauritanie, pas plus que l'Algérie, qualifiée de puissance "intéressée", n'étaient d'accord sur le sort futur du Sahara, mais, en revanche, voulaient en chasser les Espagnols. Ces trois pays, et quelques autres, comme la Libye, étaient prêts à soutenir des mouvements de résistance à l'occupation espagnole, qui n'allaient pas tarder à voir le jour. Tout en poursuivant leur action commune contre l'Espagne, ils menaient cependant parallèlement des négociations secrètes avec Madrid, dans l'espoir de se placer mieux au moment où les occupants décideraient de plier bagage.

A la suite d'incidents anti-espagnols, en juin 1970, les troupes stationnées au Sahara sont portées à 20.000 hommes. Parmi les divers mouvements de résistance qui commencent à apparaître à ce moment-là et qui sont tous soutenus de l'extérieur, on notera le Front de la libération et de l'unité (FLU), encouragé par le

Maroc, et le MOREHOB (Mouvement de résistance des hommes bleus), qui disparaît après avoir temporairement été reconnu par l'OUA.

Les origines du F. POLISARIO, l'organisation qui coiffe aujourd'hui les actions militaires dirigées contre les deux puissances qui se sont partagées le Sahara ex-espagnol, sont entourées de mystère. Sa création, datée officiellement du 20 mai 1973, est annoncée le 20 juillet de la même année à Nouakchott, sous le nom de FRELISARIO (Frente para la liberacion de Saguiet-el-Hamra y Rio de Oro). Le premier secrétaire général en est Saïd el-Ouali Moustafa Sayed, d'origine marocaine, qui sera tué lors du raid sur Nouakchott, le 8 juin 1976. C'est la Libye qui soutient à l'origine l'organisation, laquelle ne prétend avoir reçu l'appui de l'Algérie qu'au milieu de 1975. Les opérations ne semblent d'abord pas très importantes. Le premier "martyr" ne tombe qu'en avril 1974.

Il serait trop long d'entrer dans le détail des manoeuvres et volte-face des différents pays intéressés pendant cette période de tension croissante. On relèvera simplement l'accord algérien, souscrit en 1972, mentionné plus haut et non entré en vigueur, prévoyant la possibilité d'un droit d'accès à la mer de l'Algérie par le territoire du Sahara espagnol, garanti par le Maroc pour un futur hypothétique, et l'abstention du Maroc sur la résolution habituelle d'autodétermination de l'ONU, en décembre 1972, qui signalait une évolution dans la position du Maroc et un affaiblissement de la solidarité des Etats arabes.

La puissance coloniale tente de profiter de cette situation pour asseoir un régime d'autonomie interne et ne réussit qu'à provoquer une nouvelle manifestation tripartite d'opposition à sa politique ("sommet" d'Agadir, juillet 1973, avec lequel coïncide à peu près l'annonce de la fondation du F. POLISARIO).

L'Espagne se décide alors à jouer la carte du referendum "sous les auspices et la garantie" de l'ONU; quelques semaines après l'approbation (6 juillet 1974) du nouveau statut par la Jemaa, elle annonce une consultation populaire pour le premier

semestre de 1975. Se fondant sur les droits qu'il affirmait avoir sur ce territoire, le Maroc s'oppose à un referendum comportant la question de l'indépendance. Selon lui, les populations sahariennes doivent choisir entre la domination espagnole et l'appartenance au Maroc. La Mauritanie devait à cet égard se montrer plus souple en parlant d'un "pas en avant", affirmant en même temps qu'elle "défendait ses droits".

Pour consolider sa position, que les projets espagnols pouvaient compromettre, le Roi Hassan propose alors l'intervention de la Cour internationale de justice. Après de complexes tractations entre le Maroc, l'Espagne et la Mauritanie, le referendum est renvoyé et l'Assemblée générale des Nations Unies demande à la Cour un avis consultatif sur la question de savoir si, avant la colonisation, le territoire était "res nullius" et quels étaient ses liens juridiques avec le Maroc et la Mauritanie. C'est à ce moment que s'est placé sans doute la péripétie décisive de l'affaire saharienne: pour obtenir l'accord de la Mauritanie sur le recours à la procédure internationale, Rabat s'est déclaré prêt à tenir compte des revendications mauritaniennes.

Alors que cette procédure se poursuit, le F. POLISARIO réussit, en mai 1975, quelques opérations spectaculaires, qui coïncident avec la visite d'une mission de l'ONU. L'Espagne (le Général Franco n'a plus que six mois à vivre) replie ses forces sur les principales localités et décide de quitter le Sahara sans avoir procédé au referendum, si celui-ci se révèle impossible.

La décision espagnole et l'entente de plus en plus manifeste entre le Maroc et la Mauritanie font sortir l'Algérie de sa demi-réserve de "puissance intéressée". Elle apporte notamment des encouragements au F. POLISARIO, ainsi qu'une aide militaire discrète, mais sans encore prendre une position catégorique sur la revendication marocaine. Encore lors de l'entrevue entre le Roi Hassan et M. Bouteflika, au début de juillet 1975 à Rabat, l'Algérie ménage le Maroc dans l'espoir d'obtenir la ratification du traité de 1972.

L'avis de la Cour internationale de justice, rendu le 16 octobre 1975, tout en reconnaissant certains liens d'allégeance des tribus sahariennes à l'égard du Maroc, et l'appartenance d'autres tribus à l' "ensemble mauritanien" (Bilad Chinguiti), n'en déduisait pas une souveraineté antérieure à l'occupation espagnole. Fort de cette demi-victoire et poussé par une opinion publique passionnée, le Roi Hassan lançait la "marche verte" qui devait prévenir de possibles prises de position de l'ONU nuisibles à celle du Maroc.

L'Espagne, après avoir paru prête à la confrontation, acceptait alors de signer avec le Maroc et la Mauritanie, désormais ralliés à l'idée du partage, le traité de Madrid du 14 novembre 1975, qui laissait le champ libre aux deux pays voisins, sous le couvert d'une clause d'autodétermination presque symbolique. Cependant, l'Algérie prenait violemment position contre le partage, soutenait désormais officiellement le F. POLISARIO, sans plus camoufler son aide militaire, et concentrait des troupes à la frontière du Sahara espagnol.

De son côté, la Jemaa saharienne, qui devait selon le Traité de Madrid se prononcer sur l'incorporation du territoire, se divisait et son vice-président se réfugiait auprès du F. POLISARIO.

C. Le conflit

L'accélération des événements dans l'automne de 1975 précipite des décisions qui engagent les différents participants très au-delà de ce qu'ils semblaient prêts à faire auparavant, et du même coup fait apparaître des facteurs politiques qui n'avaient encore guère influé sur le cours du différend. Ainsi, aux intérêts plus ou moins importants que chaque partie défendait jusque là au Sahara, se substituent des considérations plus générales, qui

pouvaient plus aisément justifier sinon une guerre, du moins un affrontement militaire indirect.

Le Maroc a saisi sans hésiter cette première occasion de réaliser un irrédentisme jusque là resté verbal par la force des choses. La "marche verte" symbolise une unanimité retrouvée après de graves crises intérieures et apporte le ralliement à la monarchie d'une opposition de gauche, jusque là irréductible. Son armée est la plus forte du Maghreb; elle avait paru paralysée par la fronde de certains de ses chefs. Elle retrouve dans la marche sur el-Aïonn et quelques combats avec des unités algériennes son ancien prestige. Le Maroc apparaît en même temps comme une victime des régimes arabes durs, Algérie et Libye, et reçoit ainsi un soutien limité des Arabes modérés.

L'Algérie a depuis longtemps de fortes ambitions dans le Maghreb. Le but ultime est un Maghreb orienté par elle dans la voie de son type de "socialisme arabe". Les deux voisins immédiats se méfient de ces projets, tant parce qu'ils ont choisi un autre modèle politique que par souci d'indépendance. Le soutien massif au F. POLISARIO, décidé assez précipitamment, doit permettre d'affaiblir et peut-être de déstabiliser la monarchie chérifienne, vieil objectif algérien. L'accession du F. POLISARIO au pouvoir, avec l'aide de l'Algérie, garantirait ses intérêts, économiques et autres, dans le Sahara occidental. Enfin, une victoire permettrait à l'Algérie de reprendre en Mauritanie l'influence éminente qu'elle avait réussi à s'assurer et qui avait été éliminée au profit du Maroc par le partage du Sahara.

L'Algérie se pose ainsi en champion de la totale vigueur dans l'application des règles orthodoxes de la décolonisation. En effet, le principe qu'elle défend n'est pas simplement celui de l'autodétermination, mais celui de l'autodétermination dans les frontières (arbitraires) posées par la colonisation, principe dont on sait à quel point les Africains y sont sensibles.

- 30 -

La Mauritanie, qui comme petit pays avait suivi la politique prudente de ne prendre que ce qu'elle pouvait obtenir par un referendum, se laisse entraîner, dans le sillage de la "marche verte", à établir sa souveraineté sur la base un peu vacillante de l'appartenance des tribus du Sud à l'"ensemble mauritanien" dont il a été question plus haut, et par la force des choses, à une étroite coopération militaire avec le Maroc.

Enfin, l'Espagne, sur qui pèse une certaine ambiguïté de la politique franquiste, cherchant à la fois la familiarité avec le Tiers Monde (et notamment les Arabes) et le maintien de la présence espagnole outre-mer, se trouve dans un sérieux embarras dû non seulement aux faiblesses du Traité de Madrid, mais à la rapide évolution politique dans la péninsule, qui fait aujourd'hui de ce traité une excellente surface d'attaque de l'opposition contre le gouvernement de M. Suarez, totalement innocent à cet égard, mais qui doit chercher à poursuivre une politique crédible sur une base qui ne l'est guère.

Il existe encore, si on le veut, une autre dimension au conflit. Le F. POLISARIO, qui juge utile de prendre position sur tous les problèmes évoqués dans les conférences de non-alignement, se présente comme un mouvement en lutte contre un complot des puissances impérialistes visant, notamment, à procurer des bases dans l'Atlantique occidental à ces mêmes puissances. Le soutien apporté au MPAIAC (Mouvement pour l'autodétermination et l'indépendance de l'Archipel canarien) par l'Algérie se rattache à ce genre de spéculations. On doit cependant à la vérité de dire que les grandes puissances se sont tenues pour l'instant prudemment à l'écart du conflit. Il est en revanche assez probable que l'engagement de l'Algérie, présenté, on l'a vu, comme dicté par la défense des principes progressistes, est en rapport avec le déclin de son influence au sein du mouvement non-aligné.

Il n'est pas nécessaire de retracer ici les épisodes du conflit.

Le bras militaire du F. POLISARIO, l'ALPS, s'est montré dès le début capable d'opérations bien montées, tant contre les troupes marocaines et mauritaniennes, que contre les vulnérables installations de Bou Craa (phosphates) et de Zouerate (minerai de fer, en territoire mauritanien d'origine).

La guerre a débuté par une des tragédies familières à notre siècle: l'exode d'un important groupe de Sahariens, qui ont été regroupés, sous l'égide de l'Algérie, près de la ville voisine de Tindouf. La situation de 40.000 personnes installées près de Tindouf, parmi lesquelles pourrait se trouver un certain nombre des victimes de la sécheresse venant d'autres parties du Sahara, est difficile. Notre pays a participé à l'aide apportée à ce groupe de déshérités. Quelles qu'aient été les causes premières de cet exode, il ne fait pas de doute que les réfugiés sont aujourd'hui solidement encadrés par le F. POLISARIO.

L'ALPS, qui s'est montré tout à fait capable d'utiliser l'armement moderne d'origine soviétique dont elle dispose, compte un certain nombre d'anciens membres des forces espagnoles, recrutés sur place, des éléments mâles des tribus réfugiées à Tindouf, ainsi que d'une proportion difficile à évaluer de Saharouis originaires du Maroc, de Mauritanie et peut-être d'autres pays. Les opérations de l'ALPS, conduites par des colonnes motorisées, supposent une importante infrastructure, qui est fournie par l'Algérie. L'entraînement et la formation des cadres ont été assurés successivement par la Libye et par l'Algérie. Les dirigeants du Front sont en bonne partie marocains ou mauritaniens.

Après quelques mois, l'ALPS a concentré ses attaques sur la Mauritanie et en particulier sur la zone de Zouerate (minerai de fer) et le chemin de fer Zouerate - Nouakchott. L'Armée mauritanienne (2.000 hommes) a dû être renforcée précipitamment. La Mauritanie, qui avait rompu son traité de coopération militaire avec la France (1973), s'est tournée d'abord vers le Maroc (accord militaire du 13 mai 1977). Les difficultés rencontrées par la

Mauritanie ont amené une aide accrue de la France, qui avait à l'origine montré une certaine réserve à l'égard du partage. Manifestement, des considérations de politique régionale, autant que l'intérêt pour le minerai mauritanien, ont fait reconsidérer cette attitude. Après l'enlèvement d'otages français par le F. POLISARIO, on s'est même décidé, à Paris, à autoriser des vols de reconnaissance au profit des troupes mauritaniennes, et finalement, dans deux cas, des attaques de colonnes de l'ALPS. Le Quai d'Orsay a cependant justifié ces dernières opérations de manière à limiter autant que possible l'engagement français.

La guerre a eu de sérieux effets sur la structure de l'Etat mauritanien, en particulier sur les structures sociales. La société mauritanienne avait en effet, avant l'indépendance, les mêmes couches que celle du Sahara; le nouvel ordre politique a cherché à éliminer les différences de castes. Le F. POLISARIO s'efforce de tirer parti de l'opposition existant parmi les anciens groupes privilégiés. Le traitement infligé par cette organisation aux Noirs a déjà suscité de vives réactions au Sénégal; il a même été question d'une autodétermination des Noirs en cas de désintégration de la Mauritanie. Le Mali, de son côté, s'est montré préoccupé de l'utilisation de son territoire par les forces de l'ALPS.

Le conflit s'est aussi poursuivi sur le plan diplomatique. Une "République arabe sahraouie démocratique" (RASD) est proclamée le 28 février 1976. Après que le comité de libération de l'OUA ait soutenu l'idée de l'indépendance saharienne, la Conférence des Chefs d'Etat se divise. Un sommet" spécial est décidé, qui n'a cependant pu, en raison des efforts du Maroc et de la Mauritanie, aussi de l'évident manque d'enthousiasme des participants, se réunir. La RASD a été reconnue par onze Etats seulement, dont dix Etats africains.

- 33 -

Après une première tentative de médiation de l'Arabie séoudite, la Ligue arabe s'est désintéressée de l'affaire.

Le F. POLISARIO a aussi cherché à tirer parti de la capture de huit employés français du gouvernement mauritanien. Il a pu contraindre le gouvernement français à traiter avec lui (tout en menaçant, il est vrai, de délivrer les intéressés par la force), mais non à le reconnaître.

Le Front a connu quelques succès en Espagne, où les partis de gauche le soutiennent et ont réussi à décider le Bureau de l'internationale socialiste, lors de sa récente réunion de Madrid, à prendre parti pour lui. Le gouvernement espagnol, lui, persiste à dire que l'autodétermination saharienne doit encore être exercée et que la décolonisation n'est donc pas encore achevée.

La perspective pour l'avenir ne peut être que pessimiste. Il est impossible de voir pour le moment une issue à ce conflit, qui use les forces des participants et met un obstacle au moins temporairement insurmontable à ce qui devrait être la seule préoccupation présente: la lutte contre la sécheresse et la dégradation des conditions de vie dans le désert.

Annexe:

1 carte du Sahara occidental